

« NOUS TRAVAILLONS POUR QUE SE VIVE L'ENFANCE. »

« La classe est notre lieu politique premier », avions-nous tenu à réaffirmer avec force en 1978. Dire aujourd'hui « Nous travaillons pour que se vive l'enfance », ce n'est pas nier ou remettre en question cette définition du champ d'action prioritaire de notre mouvement. C'est par contre, réaffirmer la spécificité de notre intervention dans ce champ : quand nous parlons de l'école, c'est des enfants que nous parlons, d'abord.

Le 37^e congrès de l'École Moderne tout entier consacré à la réflexion sur les pratiques et les outils au service de l'expression, de la création, de la communication enfantine dans le sens des options fondamentales de la pédagogie Freinet, l'affirmation sans cesse renouvelée que l'école n'est pas seulement préparation à la vie, mais est déjà un lieu de vie, les travaux d'un colloque riche de contributions diverses qui posent le problème de la reconnaissance des droits et pouvoirs des enfants et adolescents faisant d'eux des acteurs et partenaires sociaux à part entière, tout cela nous engage à agir et à travailler pour que « se vive l'enfance », dans le présent, en soulignant la nécessité d'une formation à l'autonomie, à la recherche, à la création, à la responsabilité individuelle et collective dans tous les lieux de vie. En d'autres termes, ce sont les enfants qui sont au centre de nos réflexions et de nos pratiques éducatives, c'est l'enfance qui constitue le champ de nos investigations théoriques, c'est notre perception de l'enfance qui donne à notre projet éducatif valeur universelle.

La classe, l'école est le lieu quotidien de notre rencontre avec les enfants. Nous y faisons au jour le jour la preuve des possibles ; nous y travaillons pour élargir les brèches qui pourront conduire à un changement des structures de l'école et des méthodes pédagogiques. Mais notre objectif est plus ambitieux que cela et vise à davantage qu'à une simple réforme du système éducatif ; il ne nous donne pas pour vocation de proposer un modèle d'École généralisable qui fixerait les structures et le fonctionnement de l'institution scolaire. Par contre il fait largement déborder notre action et notre influence du cadre tracé par les murs de la classe.

Si nous sommes solidaires de l'enfance pour la reconnaissance de ses droits, l'acceptation de ses pouvoirs, nous nous devons d'intervenir dans tous les lieux, et en particulier dans toutes les structures de l'Éducation Nationale où se décide une politique vis-à-vis de l'enfance.

Cette politique d'intervention n'est pas plus collaboration, adhésion à un projet qui nous est étranger, acceptation de compromis niant notre spécificité, que ne l'est notre présence en classe où nous vivons depuis toujours les contradictions, les contraintes imposées par l'environnement social et les exigences de l'institution. La refuser serait laisser croire que nous sommes les seuls maîtres décideurs de nos pratiques, se serait accepter que notre action reste tributaire de circonstances particulières locales, se serait entretenir l'illusion que la possibilité pour ceux qui le désirent de mise en œuvre d'une pédagogie innovante est totalement indépendante des structures qui organisent la scolarité, forment les maîtres, fixent des objectifs, définissent des programmes et des contenus, contrôlent et évaluent le travail des enseignants.

Dans une période récente, notre parole était occultée et nos pratiques très souvent réprimées par un pouvoir politique hostile. L'arrivée de la gauche au pouvoir nous a conduit à pouvoir élargir considérablement l'espace de nos interventions. Cette politique s'inscrit dans la logique du choix que nous avons fait de travailler dans le cadre de l'Éducation Nationale ; elle se fixe pour objectif premier d'ouvrir les brèches et de multiplier les actions d'une pratique coopérative pour que se vive l'enfance.

Bernard DONNADIEU

